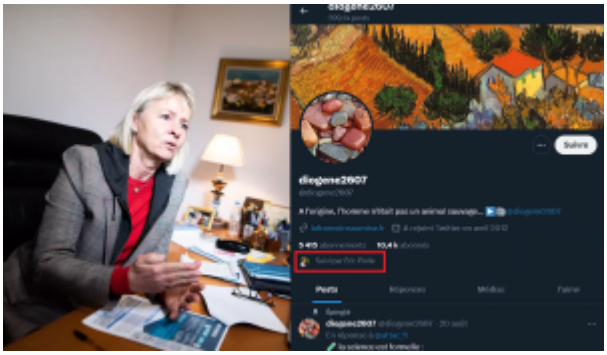
Françoise Dumont (LR), menacée après son amendement pour restreindre l'aide médicale d'État aux migrants clandestins : la plainte classée sans suite. La sénatrice pointe du doigt la justice ; le maire Éric Piolle suit l'un des suspects sur X (Màj)

03/09/2023 à 7h33



Sa plainte pour menaces et injures vient d'être classée sans suite

La sénatrice varoise Les Républicains (LR) Françoise Dumont ne décolère pas depuis la réception d'un courrier du tribunal judiciaire de Paris, daté du 21 août: **sa plainte pour menaces et injures vient d'être classée sans suite,** d'après nos informations. Autrement dit, aucune poursuite pénale ne sera

engagée. Motif? ***“L’enquête n’a pas permis d’identifier la (les) personne(s) ayant commis l’infraction“***, précise le procureur de la République du pôle national de lutte contre la haine.

[…]

La justice pointée du doigt

“Espèce de grosse connasse de merde”, “Une vraie bande de fdp. Ces gens méritent rien de bon, avec leurs gueules de morts”, “J’aurai dû prendre une chienne et lui donner ton nom”, “Vous avez ma haine, mon mépris, mon dégoût, et si je vous croise mon crachat” écrivent @jai_pas_didee, @Sista_Kad, @Neluciko ou encore @Calxrie, assistance sociale en centre de soin, d’accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA). **@Diogene2607 lui envoie également une photo de couronne funéraire avec “Salope” en inscription. Et puis rien.**



X (Twitter)

“Comment fonctionne la justice de notre pays?”, s’indigne la conseillère politique des Républicains. Le 29 août, elle a écrit au garde des Sceaux Éric Dupond-Moretti pour lui demander des comptes et “connaître les actes d’enquête réalisés dans le cadre de cette procédure”. “Je regrette

sincèrement qu'en 2023, des individus puissent proférer des menaces et injures sur un réseau social, envers un élu de la République, sans même que ces derniers ne puissent être inquiétés par la justice de notre pays", déplore Françoise Dumont, tout en se demandant l'intérêt porter plainte.

[…]

Nice-Matin

Le 17 mars, Françoise Dumont a décidé de porter plainte. Pas à cause d'une permanence caillassée comme celle d'Éric Ciotti, mais d'un déluge de messages haineux sur Twitter suite à son amendement censé remplacer l'aide médicale d'État (AME) en aide médicale d'urgence (AMU) pour les personnes en situation irrégulière. Menaces et insultes qu'elle continue à sub*ir "à un moindre rythm*e". Cette sénatrice varoise, nommée conseillère politique des Républicains, évoque également le sort de son parti qu'elle ne souhai*te "jamais quitte*r", l'espoir porté en David Lisnard ainsi que le premier bilan des députés RN du Var. Entre autres.

[…]

Il y a trois semaines, vous avez déclenché un incendie dans la sphère politique avec votre amendement visant à "remplacer l'aide médicale d'État (AME) par une aide médicale d'urgence (AMU)" pour les immigrés en situation irrégulière…

On m'a quand même souhaité d'avoir le cancer et le sida ! J'ai été bousculée humainement. Quand j'entends sur France Inter la chronique d'un journaliste (En fait, l'humoriste Aymeric Lompret, N.D.L.R.) qui me traite de fasciste et de fond de chiotte de la République. C'est super élégant. Il n'a pas dû lire l'amendement, qui concerne les six à neuf cent mille clandestins. Pas les immigrés. Il ne doit pas être, non plus, au courant des dépenses exponentielles liées à l'AME. Pour

2023, le gouvernement a encore proposé une hausse de 12,5% pour atteindre un budget d'un milliard d'euros.

Pour l'ONG Médecins du monde, c'est "laisser sciemment la santé des personnes se dégrader avant de les prendre en charge à des stades aggravés aux urgences".

Mais pas du tout. C'est un point de vue tronqué. Aujourd'hui, notre générosité se retourne contre nous. Les soins qui ne relèvent pas de l'urgence ne doivent plus être pris en charge. En revanche, bien sûr que les dames enceintes, les mineurs et tous ceux qui ont des urgences, on continuera à s'occuper d'eux. À refaire, je ne changerais pas une virgule de mon amendement. Je n'ai pas compris la polémique, encore moins les insultes et menaces contre une élue.

[…]

Nice-Matin

En Lien :

- *Clandestins : le coût de l'aide médicale d'État s'envole et dépasse le milliard d'euros, le nombre d'allocataires à doublé en 15 ans*